

Résolution sur le livre blanc sur l'avenir de la défense européenne

2025/2565(RSP) - 12/03/2025 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 419 voix pour, 204 contre et 46 abstentions, une résolution sur le Livre blanc sur l'avenir de la défense européenne.

Le texte adopté en plénière a été déposé par les groupes PPE, S&D, ECR, Renew et Verts/ALE.

Au cours de la dernière décennie, des changements géopolitiques importants, notamment des menaces hybrides au sein de l'UE, une guerre à grande échelle dans son voisinage et un réalignement des pouvoirs au niveau mondial, ont fait peser de graves risques sur la sécurité de l'UE. Ces défis exigent **une action urgente, ambitieuse et décisive pour réformer et renforcer la politique de défense de l'UE**. Les leçons tirées de l'expérience de guerre de l'Ukraine et l'utilisation des nouvelles technologies soulignent la nécessité d'une modernisation.

Cependant, la capacité de l'UE à répondre efficacement aux menaces extérieures a été entravée par l'obligation d'unanimité, qui a retardé ou bloqué une aide militaire essentielle à l'Ukraine, compromettant ainsi la sécurité européenne. En réponse à cette situation, le président de la Commission européenne a chargé le commissaire chargé de la défense et de l'espace et la haute représentante pour les affaires étrangères de présenter un **livre blanc sur la défense européenne** dans les 100 premiers jours de leur mandat. Cette démarche s'inscrit dans le droit fil des appels lancés de longue date par le Parlement et les experts en faveur d'une stratégie de défense globale.

Devenir un véritable garant de la sécurité

Le Parlement a souligné la nécessité urgente pour l'UE d'assurer **sa propre sécurité autonome**, de **réduire les dépendances** à l'égard des pays tiers et de renforcer les partenariats avec des alliés partageant les mêmes valeurs. Il a insisté sur le fait que **le statu quo n'est plus une option**, car cela conduirait à la fin de la sécurité de l'Europe, exhortant l'UE à s'unir et à agir de manière décisive contre les menaces plutôt que de faire face seule aux vulnérabilités. La Russie, soutenue par des alliés comme la Biélorussie, la Chine, la Corée du Nord et l'Iran, a été identifiée comme la menace la plus importante pour la sécurité de l'UE et de ses partenaires. Le Parlement a souligné l'importance pour l'Europe **d'assumer une plus grande responsabilité au sein de l'OTAN** et d'intégrer les dimensions de défense et de sécurité dans les politiques plus larges de l'UE, soutenues par des mesures réglementaires, financières et de renforcement des capacités.

Le Parlement a également appelé à une ambition politique renouvelée pour faire de l'UE un véritable garant de sécurité, améliorer la préparation à la défense et construire une véritable **Union européenne de défense**. Tout en reconnaissant que la boussole stratégique est un point de départ, il a exigé un «**saut quantique**» dans la défense, y compris des décisions fortes, des plans d'action et des stratégies d'investissement à court et à long terme. Il reproche au Conseil et aux États membres de manquer d'ambition pour relever les défis structurels de l'industrie européenne de la défense et favoriser la coopération.

La résolution demande à l'UE d'adopter **un cadre global pour renforcer la sécurité**, identifier les risques futurs et coordonner des réponses conjointes semblables à des mesures de guerre. Elle demande que le prochain livre blanc sur la défense européenne propose des mesures concrètes, différencie les objectifs à court et à long terme, aborde les lacunes en matière de capacités, la compétitivité industrielle et les

besoins d'investissement, et encadre l'intégration de la défense de l'UE. Le Parlement a également souligné la nécessité de renforcer la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) en tant qu'outil clé contre la guerre hybride, en veillant à ce qu'elle serve de «politique d'assurance» pour la sécurité de l'Europe et de garant fiable de sécurité et de puissance.

Défendre l'Ukraine contre une menace existentielle pour la sécurité de l'Europe

Le Parlement européen a exhorté l'UE et ses États membres à soutenir fermement l'Ukraine en lui fournissant **davantage d'armes et de munitions** avant la conclusion de toute négociation. Il a mis en garde contre le fait qu'en ne soutenant pas l'Ukraine, la Russie pourrait prendre pour cible d'autres pays, y compris des membres de l'UE, si l'Ukraine était forcée de se rendre.

La résolution souligne la nécessité d'un **soutien financier urgent** pour garantir des approvisionnements de défense en temps voulu par le biais d'achats conjoints, d'une coordination industrielle, de la constitution de stocks et de la modernisation des capacités de production. Elle appelle à l'adoption rapide du prochain paquet d'aide militaire et recommande aux États membres d'allouer **au moins 0,25% de leur PIB** à l'aide militaire à l'Ukraine. En outre, le Parlement a appelé à une application plus stricte des **sanctions** existantes et à l'adoption de nouvelles mesures contre les entités et les États non membres de l'UE qui aident l'armée russe en contournant les sanctions ou en fournissant des technologies militaires et à double usage.

Paquet «drones»

La Commission a proposé un train de mesures de l'Union sur les drones, axé sur les systèmes de drones et anti-drones et les capacités auxiliaires, prévoyant **des plans et des fonds pour stimuler la recherche et le développement**, qui devraient tirer les leçons de l'expérience ukrainienne et être ouverts à la participation des entreprises ukrainiennes hautement innovantes, ainsi qu'un programme industriel consacré au développement, à la production et à l'achat conjoints de systèmes de drones et anti-drones, et un règlement sur l'utilisation des drones dans les contextes civils et militaires.

Les éventualités militaires les plus extrêmes

La résolution souligne que la **préparation aux attaques hybrides** et relevant de la «zone grise» doit faire partie de la culture stratégique de l'UE, avec des exercices permanents, des évaluations conjointes des menaces et des réponses planifiées et coordonnées entre les États membres, en particulier dans les régions limitrophes de puissances hostiles. Le Parlement demande à l'UE de développer une **évaluation globale des risques** au niveau de l'UE afin d'aider à identifier les principales menaces et dangers intersectoriels, ainsi que les risques concrets auxquels l'UE est confrontée dans son ensemble, en s'appuyant sur les procédures actuelles d'évaluation des risques spécifiques à chaque secteur.

Le Parlement a appelé à une **adaptation urgente des outils de l'UE** pour faire face aux nouvelles réalités, y compris des procédures administratives plus rapides en cas de guerres ou de crises à grande échelle. Il a souligné la nécessité **d'analyses régulières des menaces**, recommandant des mises à jour de la boussole stratégique de l'UE pour refléter l'évolution de l'environnement des menaces et la réalisation d'évaluations plus fréquentes pour guider la planification des capacités et des opérations. La boussole stratégique, la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), le prochain livre blanc sur la défense et la stratégie industrielle de défense européenne (EDIS) devraient constituer les fondements d'une vision globale de la défense européenne.

Le Parlement a réitéré l'importance de la **coopération entre l'UE et l'OTAN**, en particulier dans des domaines tels que l'échange d'informations, la planification, la mobilité militaire et l'interopérabilité, tout en plaidant pour un pilier européen plus fort et autonome au sein de l'OTAN. Il a mis en évidence la

détérioration de l'environnement stratégique de nombreuses missions de PSDC, soulignant la nécessité pour le livre blanc de garantir la flexibilité et une approche à 360 degrés de la sécurité européenne, en mettant en place une dissuasion crédible et des capacités de réaction rapide.

Exprimant sa profonde inquiétude face à la montée des menaces hybrides - telles que le sabotage, les cyber-attaques, la désinformation et l'ingérence électorale - le Parlement a insisté sur le développement rapide de **capacités cybernétiques européennes conjointes** afin de relever ces défis de manière efficace.

Cohérence et souveraineté

Le Parlement a appelé l'UE à développer des **plans de coopération économique** en temps de guerre avec des partenaires proches afin d'assurer un soutien mutuel lors de crises sécuritaires de grande ampleur. Il a mis l'accent sur l'approfondissement des dialogues avec les partenaires européens et mondiaux afin de fournir des **alertes rapides** sur les menaces dures, hybrides et cybernétiques, tout en encourageant la collaboration sur la protection des infrastructures critiques et la sécurité maritime. Le Parlement demande une plus grande cohérence entre les instruments de l'UE et encourage les États membres à regrouper la demande de défense par le biais de **marchés publics conjoints**, en donnant éventuellement à la Commission un mandat pour passer des marchés en leur nom. Cela permettrait d'améliorer la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE), de renforcer les capacités de production, d'assurer l'interopérabilité des forces armées européennes et d'optimiser les fonds publics grâce à des économies d'échelle.

Le Parlement a souligné la nécessité d'un **marché européen unique de la défense**, afin de remédier à la fragmentation et au manque de compétitivité de l'industrie, qui entravent actuellement la capacité de l'UE à agir en tant que fournisseur de sécurité. Il a également proposé de renforcer le **rôle de surveillance et de contrôle du Parlement**, notamment en nommant un représentant du Parlement au nouveau conseil de préparation industrielle dans le domaine de la défense proposé dans le programme pour l'industrie européenne de la défense, aucun représentant n'étant actuellement prévu.

Finances et investissements

Le Parlement a estimé que, dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP) de l'UE, les lignes de dépenses de défense devront refléter la nouvelle priorité consistant à être «**prêts à faire face aux imprévus militaires les plus extrêmes**». Des solutions innovantes pour trouver des financements supplémentaires doivent être explorées sans délai, sans attendre le prochain CFP. Les députés soutiennent fermement l'idée que les États membres de l'UE doivent **augmenter leur financement** de la défense et de la sécurité à de nouveaux niveaux. Certains États membres ont déjà porté leurs dépenses de défense à 5% du PIB.

Les États membres sont invités à soutenir la création d'une **banque de défense, de sécurité et de résilience** qui servirait d'institution de prêt multilatérale conçue pour fournir des prêts à long terme et à faible taux d'intérêt pouvant soutenir les priorités clés de la sécurité nationale telles que le réarmement, la modernisation de la défense, les efforts de reconstruction en Ukraine et le rachat des infrastructures critiques actuellement détenues par des pays hostiles non membres de l'UE. Le Parlement a demandé qu'un **système d'obligations européennes de défense** soit étudié pour financer les investissements militaires à grande échelle.